

REGARDS

POLITIQUES CLIMATIQUES

Qui trop peu embrasse...

Raymond Klein

Union européenne, États-Unis, Chine, les annonces des grands acteurs internationaux en matière de lutte contre le changement climatique laissent à désirer. Tandis que les premiers effets se font déjà sentir.

Le Vanuatu, en plein milieu du Pacifique, est un pays modèle pour l'avenir de l'humanité. Il s'est retrouvé en tête de l'index « Happy Planet » en 2006, sur base de données relatives au sentiment de bonheur, à la durée de vie et à l'empreinte écologique. Le Vanuatu est également un des pays les plus fragiles de la planète. Le 13 mars, le cyclone Pam a dévasté une partie de l'archipel, tuant au moins une dizaine de personnes et endommageant gravement les infrastructures et les habitations. Rappelant que les efforts humains pour construire un avenir meilleur restent à la merci d'une catastrophe naturelle.

Naturelle ? Ce n'est pas si sûr. Désormais, les climatologues estiment que le réchauffement global augmente dès aujourd'hui la probabilité d'événements météorologiques extrêmes. Le lien entre la catastrophe du Vanuatu et le changement climatique a d'ailleurs été fait aussi bien par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon que par le président français François Hollande. C'est à Paris qu'aura lieu en décembre la conférence internationale qui doit aboutir à un accord permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En guise de préliminaires, les engagements volontaires des États participants commencent à être annoncés : Suisse, Union européenne, Norvège, Mexique, États-Unis, Russie... Hélas ! alors que les discours politiques sont désormais empreints de volonté d'enrayer le changement climatique, les décisions politiques ne suivent pas : selon les extrapolations faites sur base des engagements officiels ou officieux des grands pays, le monde est parti pour un réchauffement d'au moins trois degrés et demi - aux conséquences néfastes.

Les objectifs européens sont ambitieux et doivent montrer la voie aux

autres, c'est ce qu'affirment les discours officiels. La réalité est bien plus mitigée (woxx 1309). Certes, l'Union tente de dépasser le compromis des réductions d'émissions à la carte décidé à Lima, qui consiste à laisser chaque pays contribuer à sa guise à la lutte contre le réchauffement. Mais, afin d'inciter les autres pays à accepter l'idée d'un accord juridiquement contraignant, l'UE aurait dû mettre sur la table un engagement propre perçu comme volontariste. Or, elle s'est contentée de confirmer l'objectif d'une réduction des émissions de CO₂ de 40 pour cent « au moins » pour 2030 par rapport à 1990. Comme de plus elle s'autorise à compter comme réductions les « puits de carbone », représentés par exemple par la reforestation, on estime que l'effort réellement consenti est nettement plus réduit.

Le Nord fait ce qu'il peut

Autre signe de la mauvaise volonté des institutions européennes, la manière dont elles traînent les pieds pour réparer l'Emission Trading Scheme (ETS), qui devait permettre de réduire les émissions de l'industrie. Rappelons que, sur cette bourse des droits d'émission, le prix de la tonne de carbone est resté ridiculement bas, n'incitant aucunement l'industrie à prendre des mesures en faveur du climat (woxx 1303). La semaine dernière, les représentants des États membres se sont mis d'accord sur un projet de réforme particulièrement mou, qui n'entrerait en effet qu'en 2021. Certes, il y aura encore une négociation en trilogue, mais même le Parlement européen ne demande qu'une mise en place à partir de 2019.

Quant aux États-Unis, ils ont rendu public leur engagement le 31 mars, le dernier jour convenu officieusement pour les réductions d'émissions des pays avancés. Les 28 pour cent de baisse « au plus » pour 2025 par rapport à 2005 ne représentent, là encore, que la confirmation de déclarations antérieures. Or cet engagement



Conférence internationale: derniers préparatifs



Merry Christmas, Mr. Allosaur !
Malgré le désastre climatique du crétacé, il a survécu... au musée d'histoire naturelle de San Diego.

est insuffisant d'une part et peu crédible de l'autre. En effet, le Congrès y est opposé et un prochain président républicain pourra en bloquer la ratification comme l'avait fait George W. Bush avec le protocole de Kyoto, signé initialement par Bill Clinton.

Le Sud cherche sa voie

Le manque d'ambition des pays occidentaux n'est pas le seul obstacle à l'obtention d'un accord à la hauteur des enjeux. En effet, les engagements chiffrés en matière de fonds devant permettre aux pays du Sud de concilier développement économique et préservation du climat sont tout simplement inexistantes. Or, une des pièces maîtresses des consensus obtenus lors des conférences internationales précédentes est le Green Climate Fund, prévu pour recueillir et redistribuer 100 milliards de dollars par an à partir de 2020.

Pire, pour le moment, l'appui financier des pays du Nord continue à bénéficier bien plus à l'exportation des technologies liées aux énergies

fossiles qu'aux technologies vertes. L'agence Reuters et le réseau d'information Euractiv viennent de révéler un rapport de l'OCDE montrant que, entre 2003 et 2013, les crédits à l'exportation des pays industrialisés liés aux énergies fossiles ont représenté 89,4 milliards de dollars, tandis que ceux liés aux énergies renouvelables ne représentaient que 16,7 milliards. Il faut dire que les champions des énergies fossiles, tel le géant minier BHP Billiton, ne se gênent pas pour expliquer qu'il ne faut pas obliger les pays du Sud à « laisser sous terre » le carbone, mais les aider à « moderniser » l'utilisation de ressources comme le charbon.

Le champion du monde en matière d'utilisation du charbon, aux émissions de CO2 particulièrement abondantes, est incontestablement la Chine. Or, le gouvernement de Pékin a déclaré en novembre dernier qu'il comptait atteindre un pic d'émissions en 2030 - c'est la première fois qu'il prend un engagement chiffré. En plus de la volonté du gouvernement de présenter la Chine comme une grande

puissance « responsable », c'est la grogne de sa propre population contre la pollution atmosphérique qui le pousse à l'action. C'est ce qu'a rappelé le succès d'« Under the Dome », un documentaire dénonçant le « dôme » de smog recouvrant les métropoles chinoises (woxx 1310).

Dans l'œil du cyclone

L'objectif annoncé est cependant tellement vague qu'il ne permet pas de savoir si Pékin est vraiment décidé à faire des sacrifices au nom du bien de l'humanité. Une autre option serait de prendre des mesures contre le smog tout en continuant à développer le pays en brûlant un maximum d'énergies fossiles tant que cela sera possible.

Il faut tout de même noter que la Chine est également championne du monde en matière d'énergies renouvelables - face aux demandes de sa population et de son économie, ce pays peut donc choisir entre les différentes options. De nombreux pays du Sud ne sont pas dans cette

situation : ils ne disposent ni de réserves conséquentes d'énergies fossiles, ni des technologies pour passer aux énergies renouvelables. De tels pays, qu'il s'agisse du Vanuatu ou de l'Éthiopie, dépendent de l'aide extérieure - notamment du Green Climate Fund - pour réussir leur transition énergétique.

La bonne nouvelle ces jours-ci pour le Vanuatu est que la démarche en faveur d'un objectif de baisse des émissions plus ambitieux vient de recevoir un appui scientifique important. Avec d'autres petits États insulaires, Vanuatu avait demandé un accord climatique visant non pas un réchauffement de deux degrés, mais de 1,5 degré au plus. Dans la revue « Climate Change Responses », Petra Tschakert, coauteure du dernier rapport international sur le changement climatique, estime que l'objectif de deux degrés est « terriblement inapproprié ». Cela suffira-t-il à rappeler aux puissants que la civilisation humaine n'est pas bien plus qu'un archipel fragile à la merci d'un ébranlement climatique ?